BOUIRA

Des commerçants de Bechloul expulsés par la force

La ville de Bechloul, à 25 kilomètres au, sud-est de Bouira, a vécu hier matin des scènes d'émeutes.

Tout a commencé lorsque au petit matin, des policiers se sont déployés en force sur le principal boulevard de cette commune, situé sur la RN5, pour ordonner à certains commerçants, objet d'arrêtés d'expulsion, d'évacuer leurs marchandises se trouvant encore dans ces locaux afin de permettre à l'APC de démolir ces bâtisses construites dans les années 1990 d'une manière illégale et récupérer ce terrain. Il faut dire que les arrêtés d'expulsion et de démolition de ces baraques datent de 2011. Or, depuis cette date, et à chaque fois, les différents élus qui se sont succédé, retardent la décision d'évacuation de peur de créer des émeutes et un soulèvement populaire au niveau de cette commune très sensible.

D'ailleurs même avec l'actuelle Assemblée, à chaque fois que les autorités essayaient d'appliquer la loi, elles se retrouvaient face aux citoyens qui ferment la route et empêchent les autorités locales de procéder à ces démolitions.

Il faut rappeler ici que sur cette route principale, plusieurs bâtisses érigées d'une manière illégale ont été déjà démolies sans que leurs propriétaires protestent. Aussi, après plusieurs tentatives de régler cette question à l'amiable, les autorités locales ont fait appel à un huissier de justice et la force publique pour faire appliquer ces arrêtés d'évacuation des lieux et de démolition. Hier, et juste après l'arrivée des ces policiers, des dizaines de jeunes, dont les propriétaires des sept locaux concernés par l'évacuation, se sont opposés et certains jeunes ont même attaqué les policiers à coup de pierres.

Dans ce climat d'affrontement généralisé ; un des commerçants concernés, a pris un bidon d'essence et l'a vidé sur son corps en tenant dans sa main le briquet. Il menaçait de s'immoler par le feu. Heureusement que certains policiers qui le connaissaient, ont réussi à le ramener à la raison. Conduit au siège de la Sûreté de daïra, le jeune homme a été finalement libéré quelques instants après, et ce, afin de ne pas envenimer la situation. Cela étant, face à la rue qui grondait toujours, des renforts de police ont été dépêchés et finalement, aux environs de 11 heures, le calme est revenu dans la commune et les commerçants concernés par l'expulsion ont accepté d'évacuer leurs marchandises et de libérer les locaux.

Y. Y.

BLIDA

Un dealer lâche ses chiens sur des policiers

L'arrestation, hier, de deux dealers à El Affroun, dans la wilaya de Blida, n'a pas été du tout aisée puisque, pour dissuader les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire de pénétrer au domicile de l'un des deux trafiquants de drogue, celui-ci chargea contre eux deux gros chiens, un berger allemand et un rottweiler. Mais les policiers ont pu maîtriser les deux chiens et entamer leur perquisition qui s'est soldée par la découverte de cinq kilogrammes de kif traité et de deux sabres appelés Sator. Cette opération est venue suite à des informations parvenant à la Sûreté urbaine d'El Affroun, faisant état de la présence de deux dealers dans cette ville et qui commercialisent de la drogue. Après leur identification, ces deux derniers ont été arrêtés et soumis à un interrogatoire pour connaître la filière et la source de leur approvisionnement. Ils seront présentés aujourd'hui devant le juge.

M. B.

BÉJAÏA

Enième blocage depuis six mois à l'APW

La session extraordinaire de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) de Béjaïa, à laquelle avait appelé son président, Mohamed Bettache, hier, avec comme seul point à discuter, la conformité de l'Assemblée aux lois et règlements, s'est, une énième fois, comme les précédentes réunions observées depuis de très longs mois, terminée en queue de poisson.

Convoquée suite à la rencontre observée, il y a moins d'un mois, avec un émissaire du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, le directeur général des libertés publiques et des affaires juridiques, Mohamed Talbi, pour tenter d'aplanir les divergences et trouver des solutions idoines pour sortir cet organe délibérant de l'impasse en raison de dissensions entre des élus issus de plusieurs formations politiques, la réunion extraordinaire de l'APW d'hier qui devait faciliter une sortie de crise, est venue tout au contraire allonger la longue série noire qui se jouait déjà depuis le mois d'octobre dernier au sein de cette assemblée.

Un dialogue de sourds fut observé durant presque quatre heures sur fond de cacophonie et d'altercations entre les élus de la nouvelle majorité opposée au bloc FFS qui gère l'assemblée.

Pour tenter de dénouer la crise , les 24 élus de la nouvelle majorité constituée du RCD, FLN et du FS qui exigeaient les trois postes de vice-président, acceptent de céder une vice-présidence au bloc FFS tout en réclamant la formation du nouvel exécutif durant la même session d'hier. Si la proposition a été accueillie avec «satisfaction» par le président de l'APW, ce dernier s'est catégoriquement refusé à former son exécutif au cours de cette même session tout en demandant de «reporter la réunion afin de procéder aux consultations d'usage pour désigner des personnes avec lesquelles» il pourrait «travailler», a-t-il soutenu. Un renvoi de la session que le nouveau bloc majoritaire opposé au FFS soupçonne «de coup monté de toutes pièces pour gagner du temps». «Les textes et règlements de l'Assemblée sont pourtant très clairs dans pareilles situations. Nous avons consenti une concession de taille en cédant une vice-présidence sur les trois, mais rien n'empêche le président de former son exécutif aujourd'hui. Vous êtes libres de choisir deux vice-présidents de votre choix parmi les élus des groupes FLN –RCD et FS qui constituent la nouvelle majorité et un autre vice-président de votre choix du FFS et soumettre à l'approbation de la plénière durant cette session. On peut toujours faire une pause et vous allez faire vos consultations et revenir à la plénière pour mettre fin à ce blocage qui perdure depuis de très long mois pénalisant ainsi toute une population», n'ont cessé de réclamer en substance les différents intervenants au nom des groupes FLN, RCD et FS. Une proposition qui ne semble néanmoins aucunement susciter une quelconque adhésion du bloc FFS qui s'est fermement opposé au remaniement de l'exécutif.

«Le peuple a donné la majorité au FFS et ce n'est pas avec ce genre d'alliance contre nature et jeux de coulisse que vous parviendrez à nous déstabiliser», ripostaient les élus du FFS. S'en suivit ensuite une terrible zizanie dans la salle de réunion.

Dans un désordre total, des personnes étrangères à l'APW, autorisées à assister en tant qu'observatrices à la session, se sont une nouvelle fois invitées dans les «débats».

Sous les cris de «libérez Béjaïa», les observateurs ont durant de très longs moments chahuté la réunion de l'assemblée. Après plus de quatre heures de débats dans un dialogue de sourds , le président décide de lever la séance. Une session qui se termine comme elle a commencé, sans aucune décision prise. Du côté de l'opposition, après avoir accepté de céder une vice-présidence sur les trois au FFS, un changement de «cap» a été opéré suite à la levée de la séance avec cette fois l'exigence de la totalité des membres de l'exécutif, nous a déclaré Deboub Mouloud, chef du groupe RCD à l'APW.

A. Kersani

BOU ISMAÏL

Le front de mer dans tous ses états

La ville de Bou Ismaïl, située à 45 kilomètres à l'ouest d'Alger, est une ville côtière, qui fait office de daïra regroupant près de 80 000 habitants installés dans une superficie de 25 kilomètres carrés, pour les quatre communes qui la composent, à l'instar de Khemisti, Aïn Tagouraït, Bou Haroun et le chef-lieu de la daïra de Bou ismaïl, qui dispose de près de 50 000 habitants.

La ville de Bou Ismaïl, jadis traversée par une voie ferrée, constituait la fierté de ses anciens habitants, à majorité coloniale, notamment avec ses avenues plantées de platanes et de bigaradiers, mais aussi par son boulevard Front de mer, juché sur une petite falaise, attenante à une plage familiale et qui fut, jadis, réservée aux seules familles coloniales. Cette ville comptait alors près de 8 000 habitants en 1958 selon le recensement de l'époque. Ainsi, ce boulevard Front de mer fut un véritable havre de paix, avec une large promenade piétonne qui, quoique remise en état, se trouve malheureusement aujourd'hui agressée par des déchets jetés le long de la plage qui y est attenante.

Bou Ismaïl reçoit des centaines de touristes étrangers dont certains viennent la visiter par nostalgie, à l'instar des pieds-noirs italiens, espagnols et français. Selon plusieurs riverains, outrés par cette agression de l'environnement «balancer ses ordures à côté ou sur la plage semble être devenu une seconde nature, geste provoquant la dégradation de notre littoral».

Plus grave est la déclaration d'un autre riverain qui affirme que «des monticules d'ordures sont visibles au bord ou dans la mer auxquels s'ajoutent les exutoires de canalisations d'égouts qui souillent l'eau de mer par des déchets plastiques et autres détritus charriés par le déversement des eaux et déchets ménagers. Des odeurs pestilentielles se dégagent alors de ces déchets», clame cet habitant.

Certains habitants de Bou Ismaïl dénoncent «l'incivisme de la population et un manque d'intérêt de la part de l'administration en charge des services publics de collecte et de ramassage des déchets».

D'autres riverains proposent des démarches et des solutions à ce problème : «Chaque citoyen devra participer à la propreté de la ville en accomplissant chaque jour le geste d'éliminer les déchets se trouvant dans son environnement et déposer les ordures dans les poubelles.»

Un autre interlocuteur estime que «l'implication des autorités locales est vitale ; c'est-à-dire mettre en place un système de collecte et de ramassage quotidien qui permettra d'impulser le tourisme local et national en donnant un nouvel éclat à la côte et notre plage pourra retrouver son lustre d'antan», estime cet habitant.

Houari Larbi